

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 45. De Titels I en II treden in werking vanaf het academiejaar 2012-2013, Titel III op 1 januari 2014 met uitzondering van de Hoofdstukken II en III die vanaf het academiejaar 2012-2013 in werking treden, Titel IV op 1 januari 2014 met uitzondering van artikel 43 dat op 1 juli 2013 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 september 2012.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 392-1. — Commissieamendement, nr. 392-2. — Verslag, nr. 392-3.

Zitting 2012-2013.

Stukken van het Parlement. — Vergaderingsamendement, nr. 392-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 september 2012.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 3180

[2012/205418]

30 AOÛT 2012. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tel que modifié par le décret du 1^{er} février 2012 modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement spécialisé notamment l'article 12, § 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 mars 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 avril 2012;

Vu le protocole de concertation du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 9 mai 2012;

Vu l'avis 51.748/2/V du Conseil d'Etat, donné le 13 août 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n° 136 du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé et l'avis n° 24 du Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux relatifs à l'actualisation de l'attestation d'inscription dans l'enseignement spécialisé;

Considérant l'avis n° 140 du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé et l'avis n° 26 du Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux relatifs à l'actualisation du protocole justificatif de l'orientation en enseignement spécialisé;

Considérant l'avis n° 141 du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé et l'avis n° 28 du Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux relatifs à la communication aux parents du protocole d'orientation vers l'enseignement spécialisé;

Sur la proposition de la Ministre qui a l'enseignement spécialisé dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'attestation visée à l'article 12, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tel que modifié par le décret du 1^{er} février 2012 modifiant certaines dispositions relatives à l'enseignement spécialisé est rédigée selon le modèle en annexe 1 au présent arrêté. Elle mentionne le type et le niveau d'enseignement spécialisé.

Elle est remise aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale et destinée à l'établissement d'enseignement spécialisé choisi, à l'appui de la demande d'inscription.

Au moment où l'élève quitte l'établissement d'enseignement spécialisé, l'attestation est restituée aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale à leur demande, sinon elle est transmise au chef du nouvel établissement d'enseignement spécialisé fréquenté.

Art. 2. Le protocole justificatif visé à l'article 12, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tel que modifié par le décret du 1^{er} février 2012 modifiant certaines dispositions relatives à l'enseignement spécialisé est rédigé selon le modèle en annexe 2 au présent arrêté. Il comporte les données pertinentes d'ordre médical,

psychologique, pédagogique et socio-familial ainsi qu'une synthèse et des conclusions pour les examens pluridisciplinaires relatifs aux élèves relevant des types d'enseignement 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 8. Ces données reprennent à la fois les difficultés, les besoins et les ressources de l'élève. En ce qui concerne les élèves relevant du type d'enseignement 5, le protocole justificatif contiendra uniquement les données médicales. De même, pour les élèves des types d'enseignement 6 et 7 lorsque l'examen visé à l'article 12, § 1^{er}, 3^o, b, a été réalisé par un médecin spécialiste, le protocole justificatif ne contiendra uniquement que les données médicales.

1^o Les données médicales comportent les éléments significatifs issus d'une anamnèse médicale et d'un bilan de santé, ainsi qu'éventuellement de rapports de médecins spécialistes.

2^o Les données pédagogiques comportent une description du cursus scolaire, une évaluation récente des acquis pédagogiques et des difficultés d'adaptation scolaire ainsi que les actions de remédiation engagées dans le cadre intra et extrascolaire.

3^o Les données psychologiques comportent les éléments significatifs d'un bilan psychologique individuel de moins de deux ans. Ce bilan précise le fonctionnement cognitif, psychoaffectif, comportemental. Il tient compte des aspects développementaux et communicationnels de l'élève, avec indication des moyens d'investigation utilisés et des normes appliquées.

4^o Les données socio-familiales comportent une description de la composition de la famille et de tout élément significatif de sa dynamique. Les possibilités d'intégration sociale et d'autonomie de l'enfant ou du jeune sont prises en compte.

5^o La synthèse est élaborée lors d'une réunion à laquelle participent les agents qui sont intervenus dans le dossier ainsi que la direction de l'organisme orienteur. Elle résulte de l'interprétation et de l'intégration de l'ensemble pluridisciplinaire des données dont elle veille à refléter l'articulation dynamique. Elle mentionne à la fois les difficultés particulières rencontrées par l'élève, les besoins spécifiques découlant de ses difficultés ainsi que les ressources personnelles utiles à son évolution.

6^o Les conclusions consistent en une proposition d'orientation de l'élève vers un type et un niveau d'enseignement spécialisé.

Pour la rédaction de ces données, il sera également tenu compte des observations recueillies auprès de la famille et de l'école fréquentée au moment de l'établissement du protocole. L'ordre de présentation des données n'est pas contraignant.

Art. 3. Le protocole justificatif visé à l'article 2 est établi exclusivement par l'organisme ou le médecin qui a rédigé l'attestation d'orientation en enseignement spécialisé.

Le protocole justificatif, dont le contenu a été présenté aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale, est rédigé en deux exemplaires destinés respectivement au chef d'établissement d'enseignement spécialisé où l'élève sera inscrit et à la direction de l'organisme chargé de la guidance de cet établissement.

Après réception de l'attestation visée à l'article 1^{er}, des mains des parents ou des personnes investies de l'autorité parentale, lors de l'inscription dans un établissement d'enseignement spécialisé, le chef d'établissement d'enseignement spécialisé est dans l'obligation de demander l'envoi des exemplaires du protocole justificatif, dans les trente jours qui suivent l'inscription, conformément au modèle en annexe 5 au présent arrêté en mentionnant, outre l'adresse de son école, celle de l'organisme chargé de la guidance de cet établissement.

Art. 4. Les organismes ou les médecins qui sont autorisés à délivrer des rapports d'inscription en vue de l'admission dans l'enseignement spécialisé en vertu de l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, sont tenus de remettre :

1^o l'attestation aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale, dans les huit jours qui suivent la remise des conclusions aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale;

2^o le protocole justificatif aux destinataires visés à l'article 43, dans les trente jours qui suivent la date de la demande du chef d'établissement.

Art. 5. Dans les huit jours qui suivent l'inscription d'un élève dans un établissement d'enseignement spécialisé, le chef d'établissement transmet une copie de l'attestation à l'organisme de guidance.

Art. 6. A l'exception de la réorientation vers l'enseignement de type 5, le Centre PMS qui assure la guidance des élèves de l'établissement d'enseignement spécialisé est seul habilité à modifier l'attestation visée à l'article 1^{er}.

Art. 7. Tout changement de type d'enseignement spécialisé apporté à l'attestation visée à l'article 1^{er} par le centre PMS qui assure la guidance de l'élève concerné nécessite un rapport motivé conforme au modèle en annexe 3 au présent arrêté. Ce rapport précise les données qui justifient le changement de type.

Le centre PMS qui assure la guidance de l'établissement d'enseignement spécialisé doit communiquer la proposition de changement de type aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale.

L'attestation modifiée est remise par le centre PMS aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale qui la transmettent au chef d'établissement concerné.

Le changement de type ne peut être effectif qu'à partir du moment où les parents ou les personnes investies de l'autorité parentale ont remis l'attestation modifiée au chef d'établissement de l'école d'enseignement spécialisé.

Art. 8. Le rapport motivé visé à l'article 7, alinéa 1, est établi en deux exemplaires destinés respectivement au chef d'établissement d'enseignement spécialisé où l'élève est/sera inscrit et à la direction de l'organisme chargé de la guidance de cet établissement, sauf s'il s'agit du même organisme.

Le chef de l'établissement d'enseignement spécialisé est dans l'obligation de demander l'envoi des exemplaires du rapport motivé conformément au modèle en annexe 4 au présent arrêté en mentionnant, outre l'adresse de son école, celle de l'organisme chargé de la guidance de cet établissement.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2012.

Art. 10. Le Ministre ayant l'Enseignement spécialisé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 août 2012.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

Annexe 1^{re}**DECRET DU 3 MARS 2004 ORGANISANT L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE****ATTESTATION D'ORIENTATION VERS L'ENSEIGNEMENT
SPECIALISE****Remise aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale en date
du**

**A transmettre au chef d'établissement d'enseignement spécialisé lors de l'inscription de
votre enfant dans cet établissement**

Le soussigné ¹

.....

certifie qu'en fonction de ses besoins éducatifs et de ses possibilités psychopédagogiques ²

.....

.....

peut bénéficier d'un enseignement adapté dans un établissement d'enseignement spécialisé :

du type ³du niveau ⁴

Pour la présente déclaration, il se réfère aux données du protocole justificatif multidisciplinaire

du

Cette attestation est délivrée aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale.

**Cachet de l'organisme agréé
Ou du médecin habilité à délivrer
Le rapport d'inscription**

A, le

Signature :

¹ Nom du directeur et adresse de l'organisme qui s'est chargé de l'orientation pour les types 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 8 de l'enseignement spécialisé ou nom, qualité et adresse du médecin spécialiste qui a effectué l'examen pour les types 5, 6 et 7 de l'enseignement spécialisé.

² Nom, prénom, date de naissance et adresse de l'élève.

³ Type d'enseignement spécialisé à indiquer en chiffre et en toutes lettres.

⁴ Niveau d'enseignement

1^{ère} modification à l'attestation

Nature de la modification :

Cette modification, basée sur le rapport du, est transmise aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale. Ceux-ci sont invités à la transmettre au chef d'établissement concerné.

Cachet du centre PMS qui assure la guidance de l'élève :

A, le

Nom et signature de la Direction :

2^{ème} modification à l'attestation

Nature de la modification :

Cette modification, basée sur le rapport du, est transmise aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale. Ceux-ci sont invités à la transmettre au chef d'établissement concerné.

Cachet du centre PMS qui assure la guidance de l'élève :

A, le

Nom et signature de la Direction :

3^{ème} modification à l'attestation

Nature de la modification :

Cette modification, basée sur le rapport du, est transmise aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale. Ceux-ci sont invités à la transmettre au chef d'établissement concerné.

Cachet du centre PMS qui assure la guidance de l'élève :

A, le

Nom et signature de la Direction :

Annexe 1 à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2012 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Marie-Dominique SIMONET

Annexe 2**Cachet du Centre P.M.S. ou de l'Organisme ou du médecin habilité à délivrer le rapport d'inscription****DECRET DU 3 MARS 2004 ORGANISANT L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE
PROTOCOLE JUSTIFICATIF PLURIDISCIPLINAIRE CONFIDENTIEL**

Etabli en deux exemplaires destinés respectivement au chef d'établissement d'enseignement spécialisé où l'élève sera inscrit et à la direction de l'organisme chargé de la guidance de cet établissement.

Se réfère à l'attestation transmise aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale en date du :

Concerne :

Né(e) le :

Domicilié(e) :

n° :

à :

Le protocole justificatif comprend :

- des données médicales*
- des données psychologiques*
- des données pédagogiques.*
- des données socio-familiales.*
- une synthèse.*
- des conclusions*

Lorsque l'examen pluridisciplinaire n'est pas requis (types d'enseignement 5) ou lorsque le rapport d'inscription est établi par un médecin spécialiste (types d'enseignement 6, 7) le protocole justificatif ne comprendra que les données médicales.

Le contenu de ce protocole justificatif a été présenté aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale en date du :

Nom et Signature de la Direction :

Annexe 2 à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2012 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Marie-Dominique SIMONET

DECRET DU 3 MARS 2004 ORGANISANT L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE**PROTOCOLE JUSTIFICATIF PLURIDISCIPLINAIRE CONFIDENTIEL**

Concerne :

Données médicales

Annexe 2 à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2012 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Marie-Dominique SIMONET

DECRET DU 3 MARS 2004 ORGANISANT L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE

PROTOCOLE JUSTIFICATIF PLURIDISCIPLINAIRE CONFIDENTIEL

Concerne :

Données psychologiques

Annexe 2 à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2012 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Marie-Dominique SIMONET

DECRET DU 3 MARS 2004 ORGANISANT L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE**PROTOCOLE JUSTIFICATIF PLURIDISCIPLINAIRE CONFIDENTIEL**

Concerne :

Données pédagogiques

Annexe 2 à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2012 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Marie-Dominique SIMONET

DECRET DU 3 MARS 2004 ORGANISANT L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE

PROTOCOLE JUSTIFICATIF PLURIDISCIPLINAIRE CONFIDENTIEL

Concerne :

Données socio-familiales

Annexe 2 à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2012 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Marie-Dominique SIMONET

DECRET DU 3 MARS 2004 ORGANISANT L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE**PROTOCOLE JUSTIFICATIF PLURIDISCIPLINAIRE CONFIDENTIEL**

Concerne :

Synthèse :

Conclusions :

Pour les membres de l'équipe tridisciplinaire qui ont participé à l'élaboration du présent protocole justificatif

Date :

Nom et Signature de la Direction :

Annexe 2 à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2012 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Marie-Dominique SIMONET

Annexe 3

**RAPPORT MOTIVE JUSTIFICATIF D'UN CHANGEMENT
DE TYPE D'ENSEIGNEMENT SPECIALISE**

Etabli en deux exemplaires destinés respectivement au chef d'établissement d'enseignement spécialisé où l'élève sera inscrit et à la direction de l'organisme chargé de la guidance de cet établissement.

Concerne

L'élève :

né(e) le :

Changement du type d'enseignement spécialisé

vers le type d'enseignement spécialisé

Le/la soussigné(e),

Directeur (-trice) du CPMS :

motive le changement de type d'enseignement spécialisé sur base des données pluridisciplinaires suivantes :

Le contenu de ce rapport motivé a été présenté aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale en date du

**Cachet du CPMS assurant la guidance
de l'établissement d'enseignement spécialisé**

**Nom et Signature de la direction du CPMS assurant la
guidance de l'établissement d'enseignement spécialisé**

Annexe 3 à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2012 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Marie-Dominique SIMONET

Annexe 4**Transmission du rapport motivé justificatif du changement de type d'enseignement spécialisé**

Je soussigné(e)

Directeur/Directrice de l'établissement d'enseignement spécialisé

dénomination :

adresse :

ai l'honneur de demander à la Direction du CPMS le rapport motivé justificatif du changement de type concernant.

nom de l'élève :

date de naissance :

Veillez également adresser un second exemplaire à la Direction du CPMS qui assure la guidance des élèves de mon établissement¹

dénomination :

adresse :

en précisant, à son attention, les coordonnées de mon établissement.

Date et signature :

¹ *Uniquement dans la situation où le Centre PMS qui a modifié l'attestation n'est pas le même que celui qui assure la guidance de l'établissement d'enseignement spécialisé fréquenté par l'élève*

Annexe 4 à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2012 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Marie-Dominique SIMONET

Annexe 5**Transmission du protocole justificatif pluridisciplinaire**

Je soussigné(e)

Directeur/Directrice de l'établissement d'enseignement spécialisé

dénomination :

adresse :

ai l'honneur de demander à la Direction du CPMS ou de l'organisme agréé ou du médecin spécialiste le rapport motivé justificatif de l'orientation en enseignement spécialisé.

nom de l'élève :

date de naissance :

Veillez également adresser un second exemplaire à la Direction du CPMS qui assure la guidance des élèves de mon établissement

dénomination :

adresse :

en précisant, à son attention, les coordonnées de mon établissement.

Date et signature :

Annexe 5 à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2012 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Marie-Dominique SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 3180

[2012/205418]

30 AUGUSTUS 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de inhoud en de geadresseerden van het inschrijvingsverslag bedoeld in artikel 12 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het gespecialiseerde onderwijs, inzonderheid op artikel 12, § 1;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 maart 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 26 april 2012;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering, afgesloten op 9 mei 2012;

Gelet op het advies 51.748/2/V van de Raad van State, gegeven op 13 augustus 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 136 van de Hoge Raad voor gespecialiseerd onderwijs en het advies nr. 24 van de Hoge Raad voor psycho-medisch-sociale centra betreffende het inschrijvingsattest in het gespecialiseerd onderwijs;

Gelet op het advies nr. 140 van de Hoge Raad voor gespecialiseerd onderwijs en het advies nr. 26 van de Hoge Raad voor psycho-medisch-sociale centra betreffende de bijwerking van het bewijsprotocol van de studierichting in het gespecialiseerd onderwijs;

Gelet op het advies nr. 141 van de Hoge Raad voor gespecialiseerd onderwijs en het advies nr. 28 van de Hoge Raad voor psycho-medisch-sociale centra betreffende de mededeling aan de ouders van het oriënteringsprotocol naar het gespecialiseerd onderwijs;

Op de voordracht van de Minister van Gespecialiseerd onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het attest bedoeld in artikel 12, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het gespecialiseerd onderwijs, wordt opgesteld volgens het model als bijlage 1 bij dit besluit. Het vermeldt het type en het niveau van het gespecialiseerd onderwijs.

Het wordt aan de ouders of aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, bezorgd en is bestemd voor de gekozen inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, ter ondersteuning van de inschrijvingsaanvraag.

Wanneer de leerling de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs verlaat, wordt het attest aan de ouders of aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen op hun aanvraag teruggegeven, anders wordt het aan het hoofd van de nieuwe inrichting van het gevolgde gespecialiseerd onderwijs bezorgd.

Art. 2. Het bewijsprotocol bedoeld in artikel 12, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het gespecialiseerde onderwijs, wordt opgesteld volgens het model als bijlage 2 bij dit besluit. Het bevat de relevante medische, psychologische, pedagogische en sociaal-familiale gegevens, alsook een synthese en de conclusies voor de multidisciplinaire onderzoeken van de leerlingen die tot de onderwijstypes 1, 2, 3, 4, 6, 7 en 8 behoren. Deze gegevens omvatten zowel de moeilijkheden, de behoeften en de middelen van de leerling. Wat de leerlingen betreft die onder het onderwijstype 5 ressorteren zal het bewijsprotocol slechts de medische gegevens bevatten. Ook voor de leerlingen van de onderwijstypes 6 en 7 wanneer het onderzoek bedoeld in artikel 12, § 1, 3°, b, uitgevoerd werd door een geneesheer-specialist, zal het bewijsprotocol slechts de medische gegevens bevatten.

1° De medische gegevens bevatten de bewijselementen afkomstig uit een medische anamnese en uit een check-up, alsook eventueel uit de verslagen van geneesheren-specialisten.

2° De pedagogische gegevens bevatten een beschrijving van de schoolgang, een recente evaluatie van de pedagogische verworven kennis en de moeilijkheden tot schoolaanpassing, alsook de remediëringsacties gevoerd in het binnen- en buitenschoolse kader.

3° De psychologische gegevens bevatten duidelijke elementen van een individueel psychologisch overzicht van minder dan twee jaar. Dit overzicht bepaalt de cognitieve, affectieve en gedragswerking. Het houdt rekening met de ontwikkelings- en communicatieaspecten van de leerling, met vermelding van de gebruikte onderzoeksmiddelen en de toegepaste normen.

4° De sociaal-familiale gegevens bevatten een beschrijving van de samenstelling van het gezin en elk duidelijk element van zijn dynamiek. De mogelijkheden tot sociale integratie en autonomie van het kind of van de jonge worden in aanmerking genomen.

5° De synthese wordt gemaakt tijdens een vergadering waaraan de personeelsleden die in het dossier zijn tussengekomen, hebben deelgenomen alsook de directie van de oriënteringsinstelling. Ze komt uit de interpretatie en de integratie van het multidisciplinaire geheel van gegevens waarvoor ze de dynamische articulatie wil weergeven. Ze vermeldt tegelijkertijd de bijzondere moeilijkheden van de leerling, de specifieke behoeften voortvloeiend uit haar moeilijkheden, alsook de persoonlijke middelen die nuttig zijn voor haar ontwikkeling.

6° De conclusies bestaan in een oriënteringsvoorstel van de leerling naar een type en een niveau van gespecialiseerd onderwijs.

Voor het opstellen van deze gegevens zal ook rekening worden gehouden met de waarnemingen verzameld bij het gezin en de gevolgde school bij het opstellen van het protocol. De orde van presentatie van de gegevens is niet dwingend.

Art. 3. Het bewijsprotocol bedoeld in artikel 2 wordt uitsluitend opgesteld door de instelling of de geneesheer die het oriënteringsattest in het gespecialiseerd onderwijs heeft opgemaakt.

Het bewijsprotocol waarvan de inhoud aan de ouders of aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen voorgesteld werd, wordt opgemaakt in twee exemplaren die respectievelijk bestemd zijn voor het inrichtingshoofd van het gespecialiseerd onderwijs waar de leerling zal ingeschreven worden en voor de directie van de inrichting belast met de begeleiding van deze inrichting.

Na ontvangst van het attest bedoeld in artikel 1 uit de handen van de ouders of van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, bij de inschrijving in een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, is het inrichtingshoofd ertoe gehouden de verzending van de exemplaren van het bewijsprotocol aan te vragen en dit, binnen de dertig dagen na de inschrijving overeenkomstig het model als bijlage bij dit besluit met vermelding, naast het adres van zijn school, van dat van de instelling belast met de begeleiding van deze inrichting.

Art. 4. De instellingen of de geneesheren die toegelaten worden om inschrijvingsverslagen af te geven met het oog op de toelating in het gespecialiseerd onderwijs overeenkomstig artikel 12 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden ertoe gehouden :

1° het attest te bezorgen aan de ouders of aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen binnen de acht dagen na het afgeven van de conclusies aan de ouders of aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen;

2° het bewijsprotocol te bezorgen aan de geadresseerden bedoeld in artikel 43, binnen de dertig dagen na de datum van aanvraag van het inrichtingshoofd.

Art. 5. Binnen de acht dagen na de inschrijving van een leerling in een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs bezorgt het inrichtingshoofd een afschrift van het attest aan de begeleidingsinstelling.

Art. 6. Met uitzondering van de reoriëntering naar het onderwijs van type 5 is het PMS-centrum dat voor de begeleiding zorgt van de leerlingen van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs, het enige dat ertoe gemachtigd wordt om het attest bedoeld in artikel 1 te wijzigen.

Art. 7. Elke wijziging van type van gespecialiseerd onderwijs die aangebracht wordt aan het attest bedoeld in artikel 1 door het PMS-centrum dat voor de begeleiding van de betrokken leerling zorgt, vereist een met redenen omkleed verslag dat overeenstemt met het model als bijlage 3 bij dit besluit. Dit verslag bepaalt de gegevens die de wijziging van type verantwoordt.

Het PMS-centrum dat voor de begeleiding van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs zorgt, moet het voorstel tot wijziging van type aan de ouders of aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, meedelen.

Het gewijzigde attest wordt door het PMS-centrum bezorgd aan de ouders of aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen die het aan het betrokken inrichtingshoofd verzenden.

De wijziging van type kan slechts effectief zijn wanneer de ouders of de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, het gewijzigde attest aan het inrichtingshoofd van de school voor gespecialiseerd onderwijs hebben bezorgd.

Art. 8. Het met redenen omkleed verslag bedoeld in artikel 7, eerste lid, wordt opgemaakt in twee exemplaren die respectievelijk bestemd zijn voor het inrichtingshoofd van het gespecialiseerd onderwijs waar de leerling is / zal ingeschreven worden en aan de directie van de instelling belast met de begeleiding van deze inrichting, behalve als het om dezelfde instelling gaat.

Het inrichtingshoofd van het gespecialiseerd onderwijs is ertoe gehouden de verzending van de exemplaren van het met redenen omkleed verslag aan te vragen overeenkomstig het model als bijlage 4 bij dit besluit met vermelding, naast het adres van zijn school, van dat van de instelling belast met de begeleiding van deze inrichting.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2012.

Art. 10. De Minister bevoegd voor het Gespecialiseerd Onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 augustus 2012.